



POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES NORMANDIE
135 Boulevard de L'Europe

76100 ROUEN

MARCHÉ D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS N°25-300

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Marché de services passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 3. MODE DE CONSULTATION	3
ARTICLE 4. FORME DU MARCHÉ	3
4.1 Mode d'exécution.....	3
4.2 Allotissement.....	3
4.3 Prestations similaires	3
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION	4
7.1 Cadre général d'exécution du marché	4
7.2 Lieux d'exécution	4
7.3 Reconnaissance des lieux.....	4
7.4 Modalités et périodes d'intervention.....	5
7.5 Personnels d'intervention du titulaire - sécurité.....	5
ARTICLE 8. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
8.1 Entretien des pelouses.....	5
8.2 Entretien des allées et bordures.....	5
8.3 Entretien des arbustes et des haies	5
8.4 Ramassage des feuilles.....	6
8.5 Nettoyage des parkings.....	6
8.6 Broyage des sous-bois	6
8.7 Traçabilité des opérations d'entretien	6
ARTICLE 9. PRIX ET REGLEMENT DU MARCHE.....	6
9.1 Consistance et forme des prix.....	6
9.2 Révision des prix.....	7
9.3 Règlement	7
ARTICLE 10. ADMISSION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 11. PENALITES.....	9
11.1 Non-respect des fréquences d'intervention- Absence d'intervention	9
11.2 Non-transmission des bons de passage	9
ARTICLE 12. ASSURANCE.....	9
ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHE	9
ARTICLE 14. DROIT ET LANGUE.....	10
ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	10

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'entretien annuel des espaces verts des sites du CROUS Normandie situés à Mont-St-Aignan (76130), Saint-Etienne-du-Rouvray (76800) et à Evreux (27000).

Code CPV principal : 77310000-6 Réalisation et entretien d'espaces verts

Code CPV complémentaire : 77311000-3 Entretien de pelouses décoratives ou d'agrément

ARTICLE 2. POUVOIR ADJUDICATEUR

CROUS Normandie
135 boulevard de l'Europe
76 100 Rouen

La personne morale adjudicatrice du marché est Mme Christine Le Noan, Directrice Générale du CROUS Normandie.

ARTICLE 3. MODE DE CONSULTATION

Marché de services passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. FORME DU MARCHÉ

4.1 Mode d'exécution

Le marché ou lot du marché est conclu avec un opérateur économique ou un groupement d'opérateurs pour des prestations à prix forfaitaires annuels

4.2 Allotissement

Le marché est alloti géographiquement.

LOT 1 : Entretien des espaces verts des sites de Mont-St-Aignan

LOT 2 : Entretien des espaces verts des sites d'Evreux

LOT 3 : Entretien des espaces verts des sites de Saint Etienne Du Rouvray

4.3 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de réaliser des prestations similaires avec le titulaire du marché sans publication, ni mise en concurrence préalables. Les prix appliqués à ces prestations éventuelles devront être en cohérence avec les prix du marché.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée ferme allant du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026. Il sera renouvelable 3 fois tacitement pour une nouvelle période ferme de 12 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire sera avisé par lettre recommandée, 2 mois avant la fin de la période d'exécution en cours.

ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement complété (ATTR1) et son annexe financière pour chaque lot (annexe 1)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse technique (CRT) pour chaque lot (annexe 3)
- Les formulaires DC1 et DC2 dûment complétés

Pour toutes les clauses non précisées dans ce CCP, il sera fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG – FCS).

ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 Cadre général d'exécution du marché

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour toutes les prestations objets du marché. L'entretien devra s'adapter aux conditions particulières de météo ou de détérioration des terrains qui ne pourront pas avoir de conséquences sur le prix des prestations. Le titulaire prévoit du personnel qualifié disposant du matériel et de toutes les fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations.

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art et le respect des textes en vigueur. Un grand soin sera pris dans la sauvegarde des végétaux.

7.2 Lieux d'exécution

L'annexe 2 intitulée « liste des sites » énumère les sites et les coordonnées des personnes à contacter pour l'exécution locale des prestations.

En cours d'exécution du marché, des sites peuvent être ajoutés ou retirés à la demande du Pouvoir adjudicateur. L'adjonction ou le retrait d'un site se fait par avenant, après chiffrage par le titulaire.

7.3 Reconnaissance des lieux

L'entreprise titulaire est réputée avoir pris connaissance de toutes les conditions pouvant influencer l'exécution des prestations à l'occasion des visites des sites réalisées préalablement à la remise de son offre.

7.4 Modalités et périodes d'intervention

Le titulaire détermine son calendrier d'intervention en accord avec chaque site.

Ce calendrier pourra être modifié en cours d'exécution, en fonction des aléas (météorologiques notamment) et après accord du responsable du site.

Les fréquences d'interventions sont détaillées par site et type de prestations dans l'annexe financière de chaque lot.

Le personnel du prestataire, chargé des interventions, se présente au responsable du site ou à son représentant dès son arrivée et à son départ, pour lui faire son rapport d'intervention et lui remettre un bon de passage.

Le titulaire se conformera aux règles d'hygiène et de sécurité du site. Les travaux étant réalisés en site occupé, l'entreprise prendra toutes les précautions nécessaires et indispensables pour assurer la sécurité des personnes. Près des sites de restauration, il veillera à limiter les nuisances sonores aux heures des repas.

7.5 Personnels d'intervention du titulaire - sécurité

Le personnel du prestataire chargé des interventions possèdera un dispositif d'identification de son entreprise (badge, tenue spécifique,..). Il sera muni d'équipements de protection individuelle et utilisera des matériels conformes aux normes en vigueur et équipés des protections nécessaires à leur utilisation (carters de protection ou autres).

ARTICLE 8. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

8.1 Entretien des pelouses

-Tontes régulières et aussi fréquentes que nécessaire afin d'obtenir un aspect soigné. En aucun cas la hauteur entre 2 coupes ne devra dépasser 10 cm.

La base est de 12 à 14 tontes par an, d'avril à novembre suivant les conditions climatiques. Les interventions supplémentaires nécessaires au respect de la hauteur demandée entre deux coupes ne donneront pas lieu à rémunération complémentaire.

-Découpe, réalignement et débroussaillage des gazons au droit des massifs, des bordures et des entrées de bâtiments.

-Ramassage et évacuation immédiate des déchets issus de ces travaux

8.2 Entretien des allées et bordures

-Le désherbage se fera une à deux fois dans l'année selon les sites.

Avant chaque intervention, l'entreprise devra effectuer l'enlèvement des détritiques, papiers, pierres, bois morts ou autres déchets présents sur ces surfaces.

8.3 Entretien des arbustes et des haies

-Taille entretien courant : une à deux fois par an selon les sites, en fonction de la végétation et de la physiologie du massif arbustif, dans les règles de l'art en respectant les bonnes périodes. Une bonne connaissance des espèces est indispensable.

- 1 fois par trimestre ou 1 fois par semestre selon les sites : Nettoyage des pieds de haies et des massifs, nettoyage du bois morts, gourmands, papiers et autres déchets lors des interventions.

- Evacuation des tailles

8.4 Ramassage des feuilles

- Ramassage des feuilles à l'automne et évacuation immédiate des déchets

8.5 Nettoyage des parkings

1/ Prestations en zone occupée par les véhicules

- Ramassage des détritrus

- Nettoyage des rigoles, descentes de caves et grilles d'évacuation si présentes

- Désherbage et balayage des bordures et des zones d'accumulation des feuilles et débris divers

- Evacuation des déchets

2/ Prestations parking vide de véhicules pour la résidence du Bois et le Restaurant du Panorama.

- Ramassage des détritrus

- Désherbage des bordures si nécessaire

- Nettoyage des rigoles, descentes de caves et grilles d'évacuation si présentes

- Balayage/brossage de l'ensemble du parking

- Evacuation des déchets

8.6 Broyage des sous-bois

- Broyage des sous-bois y compris découpe, réaligement et débroussaillage des gazons au droit des massifs, des bordures et des entrées de bâtiments.

8.7 Traçabilité des opérations d'entretien

A l'issue de chaque intervention, un bon de passage sera remis au service gestionnaire de l'établissement. Ce bon précisera la date d'intervention et la nature des prestations réalisées.

ARTICLE 9. PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ

9.1 Consistance et forme des prix

Les prestations sont réglées par application d'un prix forfaitaire annuel proposé par le candidat à l'acte d'engagement et détaillé dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) annexée à ce même acte d'engagement.

Le candidat précisera le prix forfaitaire de chaque type de prestation indiquée dans l'annexe financière, l'ensemble formant le coût forfaitaire annuel par site.

Les prix indiqués dans l'offre du candidat sont réputés inclure tous les frais et taxes liés aux prestations, y compris le déplacement et l'envoi des rapports.

Par conséquent, aucun supplément de prix, sauf s'il a été indiqué expressément dans l'offre, ne sera accepté par le CROUS Normandie. Pour être pris en compte, il devra obligatoirement figurer sur l'annexe financière.

Les prix seront exprimés en euros avec deux chiffres après la virgule maximum. Ils sont établis sur la base des indices en vigueur le mois précédent la date de remise des offres.

Les prix sont fermes la première année, révisables annuellement en cas de reconduction, selon les règles décrites au paragraphe 9.2.

9.2 Révision des prix

En cas de reconduction, les prix sont révisables à chaque date anniversaire, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,65 + (0,35 \times EV4/EV4_o)]$$

dans laquelle :

P= prix HT révisé

P_o = prix HT en cours d'application

EV4_o = valeur de l'indice INSEE - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711017, en vigueur le mois précédent la date de remise des offres pour la première révision, puis valeur de l'indice de la dernière révision pour les révisions suivantes.

EV4 = valeur de l'indice INSEE - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711017, en vigueur à la date de révision de l'offre.

Dans l'hypothèse d'une nouvelle tarification, le titulaire s'engage à envoyer au pouvoir adjudicateur, le détail de la révision de prix, les pièces justificatives et la décomposition des prix forfaitaires actualisée, par courrier recommandé avec accusé de réception ou par mail marche@crous-normandie.fr, un **mois minimum** avant application (soit le 1^{er} mars au plus tard). A défaut, les prix en cours continueront à s'appliquer le mois suivant.

Clause de sauvegarde : La formule de révision des prix s'appliquera dans la limite de 5% de hausse maximale par an. Dans le cas où la révision des prix ferait apparaître une hausse de plus de 5 % par rapport aux prix précédents, les deux parties se rapprocheraient pour décider ensemble de l'application ou non des nouveaux tarifs. Si aucun accord n'était trouvé sur le prix, chaque partie aurait alors la possibilité de résilier la partie du marché restant à exécuter. Si toutefois cette décision était prise, elle devrait être officialisée par lettre recommandée et un délai incompressible d'un mois serait respecté avant la cessation effective du marché, délai pendant lequel la prestation continuerait aux prix initiaux.

9.3 Règlement

Les prestations, objets du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Les prestations seront réglées **trimestriellement** à terme échu et après service fait. Le règlement s'effectue par virement administratif à

30 jours après émission d'une facture par site d'intervention, selon la liste des sites et les adresses de facturation de l'annexe 2.

Le montant de la facture correspondra au quart du montant annuel global forfaitaire.

Le Responsable de site validera que les prestations prévues pour la période donnée ont bien été réalisées et sont conformes au CCP.

Les factures sont établies par site, **selon l'annexe 2 « liste des sites »**.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Numéro du marché
- Numéro de facture
- Quantité et désignation des prestations – période de facturation
- Montant hors taxes de la prestation
- Taux et montant de la TVA
- Montant TTC
- Date de facturation

Les factures seront obligatoirement dématérialisées et déposées sur le site Chorus Portail Pro. Le dépôt s'effectue avec le Siret du CROUS Normandie (130 024 425 00014) et les codes services par site précisés dans l'annexe 2.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable du CROUS Normandie.

ARTICLE 10. ADMISSION DES PRESTATIONS

Le Responsable de chaque site assurera le contrôle de la bonne exécution des prestations commandées. À l'issue de ces contrôles, il se réserve le droit de faire procéder

à une nouvelle prestation s'il s'avère que le résultat n'est pas conforme aux stipulations du CCP et de ses annexes.

Le titulaire est tenu de réaliser une nouvelle intervention dans les 15 jours suivants cette décision. Si toutefois les prestations n'étaient toujours pas conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, 15 jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée demeurée infructueuse, de les faire assurer par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire. Le surcoût éventuel sera mis de plein droit à la charge du titulaire et imputé d'office sur le prochain paiement effectué à son profit.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1 Non-respect des fréquences d'intervention- Absence d'intervention

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées dans le cas où le prestataire ne respecterait pas les exigences de fréquences d'intervention du CCP, d'un montant s'élevant à 200 € HT par site concerné.

Cette pénalité s'appliquera après qu'une mise en demeure du titulaire de réaliser les prestations sous quinzaine soit demeurée infructueuse. Elle s'imputera d'office sur le prochain paiement effectué à son profit.

11.2 Non-transmission des bons de passage

En cas de non-transmission du bon de passage 15 jours au plus tard après l'intervention, le titulaire est soumis à une pénalité de 20€ par semaine de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 300€ HT.

ARTICLE 12. ASSURANCE

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- A son personnel ou à des tiers
- A ses biens, aux biens appartenant à la personne responsable du marché, ou à des tiers

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux, objets du marché.

ARTICLE 13. RESILIATION DU MARCHE

Si l'entreprise ne donnait pas satisfaction notamment au niveau de la qualité de la prestation, du respect des délais ou du respect des règles de sécurité, en plus des stipulations du C.C.A.G.-Fournitures et Services (articles 29 à 36) relatives à la résiliation du marché, le marché pourra être résilié, sans recours possible du titulaire, après l'envoi de deux courriers de mise en demeure en recommandé avec A.R. lui enjoignant de se conformer aux termes du marché.

Le troisième courrier en recommandé avec accusé de réception vaudra résiliation, sans indemnité. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra

prétendre
à indemnité.

ARTICLE 14. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, et à défaut d'avoir trouvé une entente amiable, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76100 Rouen
Email : greffe.ta@juradmin.fr
Téléphone : 02.35.58.35.00

Tous les documents et correspondances doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 11 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 13 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS